

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE

13 rue du 8 mai 1945
80300 FRICOURT

Références : 2022 - E10195
Code AIOT : 0005102229

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE implanté 13 rue du 8 mai 1945 80300 FRICOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2021, les gros dépassements ont représenté 30 % des contrôles inopinés « eau » (soit environ 150 gros dépassements au total), et ces pourcentages ont peu évolué depuis 2015 pour la Région Hauts-de-France.

Cette situation constitue un véritable enjeu pour l'inspection, et montre également que les actions amorcées sur les dernières années pour réduire les gros dépassements nécessitent d'être amplifiées via la définition d'une nouvelle stratégie régionale destinée à réduire fortement, et plus rapidement, le taux de gros dépassements constatés lors des campagnes annuelles de contrôles inopinés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE
- 13 rue du 8 mai 1945 80300 FRICOURT
- Code AIOT : 0005102229
- Régime : Autorisation

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) exploite une installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux, de papiers- cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets dangereux en petite quantité et de dépollution, démontage, broyage des véhicules hors d'usage (VHU) et de séparation de leur différents composants métalliques.

La société FER est soumise à autorisation et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Examen du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 02/04/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de prescription	AP de Mise en Demeure du 02/04/2021, article 1	/	Abrogation de la mise en demeure
2	Respect VLE	AP de Mise en Demeure du 02/04/2021, article 2	/	Abrogation de la mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission des eaux après épuration de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011.

La deuxième analyse sur une période glissante de 3 mois vient d'être prélevée, les résultats seront disponibles d'ici 30 jours.

Compte tenu des différents éléments justifiant l'engagement de l'exploitant à respecter son arrêté préfectoral d'autorisation, il est proposé de lever la mise en demeure du 2 avril 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de prescription

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, dépassements VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SARL FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE exploitant une installation de dépollution et de déconstruction de véhicules hors d'usage, de broyage de déchets métalliques, de transit et de tri de déchets non dangereux métalliques, de déchets de papier, carton, plastique, bois, gravats inertes et Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et de transit et tri de déchets dangereux sise 13 rue du 8 mai 1945 – La vallée Renard sur la commune de FRICOURT est mise en demeure de respecter sous 6 mois les dispositions de l'article 4.3.8 – valeurs limites d'émission des eaux après épuration de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de d'analyse réalisé le 16/09/22 (prélèvement du 18/08/22) par la société Analy-co agréée et accrédité Cofrac. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission des eaux après épuration de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Proposition d'abrogation de la mise en demeure

N° 2 : Respect VLE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/04/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect contrôle VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La mise en demeure est considérée comme respectée si les valeurs limites d'émissions sont respectées après deux contrôles consécutifs effectués par un organisme agréé en conditions normales d'exploitation, dans une période glissante de 3 mois minimum.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de d'analyse réalisé le 16/09/22 (prélèvement du 18/08/22) par la société Analy-co agréée et accrédité Cofrac. Les résultats sont conforme aux valeurs limites d'émission des eaux après épuration de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011. Cependant la deuxième analyse sur une période glissante de 3 mois minimum n'a pas été réalisée. L'exploitant indique être assisté par la société ARTP afin de trouver la provenance des polluants que sont la DCO et la DBO5 dans les rejets de l'exploitation. Après les nombreux tests réalisés, l'ARTP indique que cela proviendrait des fibres de cellulose issu des particules de déchets carton. La deuxième analyse devrait démontrer que le traitement est efficace. L'exploitant a transmis par mail du 02/12/2022 le devis signé. Il indique également que les prélèvements ont été effectués, et que les résultats d'analyses seront disponibles sous 1 mois. Compte tenu des travaux réalisés par la société ARTP, de la période de sécheresse et du mail du 2/12/2022 de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure.
Observations : L'exploitant transmettra les résultats d'analyses dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Proposition d'abrogation de la mise en demeure